



COMMUNIQUÉ

Libéralisme et austérité sont les deux mamelles de la Cour des Comptes !

Pour la CGT Fonction publique, ce n'est malheureusement pas une surprise : les financements publics socialement et économiquement utiles sont insupportables pour la Cour des Comptes !

Ses dernières préconisations d'hier le confirment amplement.

Constatant un « dérapage » des dépenses publiques (sujet sur lequel il y aurait beaucoup à dire mais ce n'est pas le propos de ce communiqué), la Cour se fend d'un certain nombre de préconisations, dont le côté tristement prévisible le dispute à l'engagement partial et subjectif !

Résumons :

- Gel de la valeur du point d'indice ;
- Suppression du supplément familial de traitement ;
- Deux départs à la retraite sur trois non remplacés dans la fonction publique de l'Etat (hors secteurs décrétés prioritaires) et un sur trois dans la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale ;
- Baisse du nombre de promotions et freins aux déroulements de carrières ;
- Augmentation différenciée de la valeur du point entre les versants (quand il y aura des augmentations, ce qui visiblement n'est pas pour demain) ...

N'en jetons plus, la coupe est pleine !

Au moins pourra-t-on sans regret dissoudre l'IFRAP puisque la Cour des Comptes le concurrence et le dépasse dans son libéralisme délirant...

Pour démontrer de manière définitive que la Cour des Comptes n'a plus aucune crédibilité dans ses recommandations, notons que, à aucun moment, elle ne s'interroge sur le coût exorbitant **du CICE – 20 milliards d'euros par an** - qui depuis sa mise en place début 2013 a permis au chômage... **de s'accroître d'un demi- million de privés d'emplois supplémentaires !**

Ceci posé, l'effet d'aubaine pour le gouvernement est manifeste. Dès hier soir, Gérard Darmanin annonçait dans les médias le gel de la valeur du point d'indice, jusqu'au moins 2018.

On remarquera au passage combien l'attachement clamé au dialogue social et au respect des organisations syndicales est de pure façade : le ministre est plus prompt à aller sur les plateaux de télévision qu'à informer les syndicats représentatifs...

Sur le fond, une austérité accrue est donc bel et bien à l'ordre du jour.

Il ne faut pas compter sur la CGT pour accepter, de près ou de loin, de nouvelles amputations massives du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique, la mise en péril de missions publiques essentielles pour la population, une détérioration accrue des conditions de travail, le démantèlement de la grille indiciaire unique.

C'est pourquoi, d'ores et déjà, la CGT Fonction publique appelle à s'emparer de la journée d'action interprofessionnelle du 12 septembre prochain pour élever le nécessaire rapport de forces, obtenir des avancées sociales et s'opposer aux reculs en tout genre.

Montreuil, le 30 juin 2017